M. Gillies: Une question supplémentaire. Le ministre des Finances est-il d'avis que l'accroissement de 50 p. 100 de la masse monétaire au cours des trois dernières années n'est pas une cause majeure de l'inflation dans notre pays?

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, la masse monétaire s'est accrue selon les besoins de l'expansion économique...

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Ottawa-Carleton): ... et évidemment la question du député n'est pas conforme à ce qu'il a dit plus tôt...

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Asseyez-vous!

M. l'Orateur: A l'ordre. Le ministre a de la difficulté...

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: ... à se faire entendre car il y a du bruit partout à la Chambre. J'aimerais rappeler aux députés que la période des questions ne dure que 40 minutes et s'ils épuisent 20 minutes de ce temps à crier et à applaudir ils réduiront de moitié la durée de la période des questions. Peut-être pourrait-on permettre au ministre de répondre brièvement à la question, puis la parole sera au député d'Oshawa-Whitby.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je disais simplement que la question du député ne correspond évidemment pas aux observations qu'il a faites plus tôt au sujet d'une politique de resserrement monétaire dans notre pays. J'aimerais que lui-même et les membres de son parti, y compris le chef, précisent s'ils désirent une politique de resserrement monétaire ou d'expansion monétaire.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je prierais le député de se rasseoir. Je comprends que le député désire vivement poursuivre ce débat intéressant avec le ministre, mais j'aimerais rappeler aux députés qu'une motion présentée en vertu de l'article 26 du Règlement a été acceptée par la présidence afin de tenir un débat ce soir. Je crois savoir que tous les députés ont hâte que ce débat ait lieu à 8 heures ce soir, et ne voudraient pas qu'on réponde à toutes les questions au cours de la présente période.

L'INFLATION—L'OPPORTUNITÉ DE MESURES DISTINCTES POUR LES TAUX D'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Bien qu'il puisse être à propos d'adopter une politique de restriction monétaire pour lutter contre l'inflation, il ne convient pas de considérer les taux d'intérêt sur hypothèques au même titre que les taux d'intérêt courant étant donné que cela affecte d'abord l'habitation. J'aimerais demander au ministre si lui-même et ses fonctionnaires ont envisagé de modifier la loi sur les banques ou de prendre d'autres mesures qui établiraient une distinction entre le taux d'intérêt sur hypothèques et les autres taux d'intérêt au Canada?

Questions orales

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je serai plus en mesure de traiter cette question ce soir. Pour répondre au député, je dirai entre autres choses qu'hier même le taux des certificats de dépôt—c'est-à-dire le taux que les banques versent à quelqu'un pour emprunter de l'argent qu'elles prêteront ensuite, a augmenté de 1 p. 100. Par contre le taux bancaire a augmenté de 0.75 p. 100 et le taux bancaire appliqué aux emprunts inférieurs à \$200,000, soit celui intéressant surtout les petites entreprises, n'a augmenté que de 0.25 p. 100. Les banques se sont engagées auprès de moi à ne pas relever le taux d'intérêt hypothécaire et à maintenir un volume d'argent raisonnable sur le marché de l'hypothèque. En d'autres termes, les banques ont admis, en réponse à une demande du ministre des Finances, compte tenu du niveau satisfaisant de leurs bénéfices actuels...

● (1450)

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence va accorder la parole au député d'Oshawa-Whitby pour une question supplémentaire. Il serait équitable que ce soit ensuite le tour du député de Portneuf, suivi du député de Saint-Jean-Est et du député de Calgary-Nord.

M. Broadbent: Je conviens qu'un taux hypothécaire garanti de 10 p. 100 est de peu d'utilité pour les acheteurs de logements. Compte tenu du reste de la réponse du ministre concernant l'engagement des banques à charte d'assurer des prêts aux petites entreprises, etc., peut-il nous dire s'il a pu obtenir de ces banques une déclaration exposant sous forme de pourcentage la répartition des fonds qu'elles ont l'intention de réserver aux petites entreprises et autres? Dans l'affirmative, peut-il en informer la Chambre?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire en guise d'introduction...

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Ottawa-Carleton): ... que c'est une chose pour Votre Honneur que d'autoriser une question de portée très générale, mais que c'en est une autre pour Votre Honneur que de me donner la possibilité de répondre distinctement et précisément à cette même question.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Je disais que, comme elles réalisent de bons profits, les banques ont accepté de réduire leur marge sur les prêts de 1 p. 100 à $\frac{3}{4}$ p. 100 et de la réduire sur les petits prêts ne dépassant pas \$200,000 de 1 p. 100 à $\frac{1}{4}$ p. 100.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. En dépit du commentaire ou de la remarque du ministre des Finances, je persiste à croire que sa réponse revêt le caractère d'une déclaration qui devrait être faite à l'appel des motions. Je sais bien qu'il est très difficile de répondre brièvement à une question générale. Les députés devraient songer que, lorsqu'ils posent une question générale, ils peuvent s'attendre à une réponse du genre de celle qu'a essayé de fournir le ministre. Ils devraient réserver ces longues questions et éléments de discussion pour le débat qui, je crois, doit avoir lieu ce soir. Peut-être le ministre pourrait-il alors faire les commentaires auxquels il songe main-